

**Direction régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement**

A Orléans, 10 octobre 2016

Unité départementale du Loiret

INSTALLATIONS CLASSEES

Société SAS N. CRAMBES

Commune de DADONVILLE

Lieux-dits

« Le Grand Secval » et « Le Petit Secval »

**Demande de prolongation de la durée de
validité de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2002**

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

1 – OBJET DU PRESENT RAPPORT

La société SAVIA Centre, filiale de la société CRAMBES, a été autorisée par arrêté préfectoral du 28 juin 2002 à exploiter une carrière de calcaire et une installation de traitement de matériaux situées à DADONVILLE, aux lieux-dits « Le Grand Secval » et « Le Petit Secval ».

L'arrêté préfectoral 28 juin 2002 fixe à 15 ans la durée maximale d'exploitation de cette carrière, soit jusqu'en juin 2017.

Par courrier en date du 20 juin 2016 à Monsieur le préfet, Monsieur Jacques VIARD, agissant en tant que président directeur général de la société CRAMBES dont le siège social est situé 940 rue Duhamel du Monceau à DADONVILLE (45300), sollicite la prolongation de 18 mois de la durée de validité susmentionnée pour permettre la poursuite de l'activité de la carrière durant les délais d'instruction de la demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter qu'il envisage pour cette installation.

De plus, étant donnée que la société SAVIA Centre a été absorbée en 2013 par la société SAS N. CRAMBES, Monsieur VIARD demande qu'il soit procédé au changement d'exploitant au profit de cette dernière.

2 – PRESENTATION DU SITE

L'autorisation de poursuivre et d'étendre l'exploitation de la carrière à DADONVILLE qui a été accordée à la société SAVIA Centre au titre de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2002, portait sur une durée de 15 ans, pour extraire au maximum 220 000 tonnes/an de calcaire avec une moyenne de 187 000 tonnes/an.

L'emprise foncière exploitable autorisée représente 44 ha 10 a.

L'extraction des matériaux est réalisée à sec, à l'aide d'explosifs, sur une profondeur de 13 mètres au maximum.

Le tout-venant extrait est traité par opérations de lavage et concassage dans l'installation de traitement présente in situ.

Le site dispose d'une station de transit de produits minéraux dont l'activité est également autorisée par l'arrêté préfectoral du 28 juin 2002.

L'évacuation des matériaux traités s'effectue directement à partir de la RD 950.

3 – CHANGEMENT D'EXPLOITANT ET DEMANDE DE PROLONGATION DE LA DUREE DE VALIDITE DE L'ARRÊTE D'AUTORISATION

3.1) Changement d'exploitant

La société SAS N. CRAMBES ayant absorbé la société SAVIA en 2013, le pétitionnaire souhaite procéder à un changement d'exploitant à son profit.

Les dispositions de l'article R.516-1 du code de l'environnement imposent d'établir les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et de constituer les garanties financières.

Pour ce faire, l'exploitant a :

- déclaré par messagerie électronique à l'inspection en date du 3 octobre 2016 que l'absorption de la société SAVIA a inclus la totalité des actifs (matériels d'exploitation, contrats..etc) et l'ensemble du personnel affecté à la carrière,
- fourni un acte de cautionnement des garanties financières en cours de validité (Cf. 4 ci-dessous). De plus, le bilan financier apparaissant sur le site internet « société.com » montre que le chiffre d'affaire de la société SAS N. CRAMBES excède 6 000 k€ pour l'année 2014 avec un bénéfice de 260 400 €.

3.2) Demande de prolongation de la durée de validité de l'arrêté d'autorisation

La société SAS N. CRAMBES envisage à cours terme de demander le renouvellement de l'autorisation d'exploiter la dite carrière. Néanmoins, durant le temps d'élaboration du dossier de demande et du délai d'instruction associé et afin de ne pas arrêter l'activité de la carrière, elle sollicite la prolongation d'une durée de 18 mois de l'autorisation actuellement accordée, soit jusqu'en décembre 2018.

Cette prolongation se répartirait selon deux périodes : 12 mois pour poursuivre les activités d'extraction des matériaux et 6 mois pour la remise en état du site en cas de non attribution d'un nouvel arrêté préfectoral d'exploitation avant le 28 juin 2018.

L'exploitant a déclaré que la conjoncture dans les travaux publics depuis 3 ans a limité la production de matériaux sous le seuil de 100 000 tonnes, soit bien en deçà des 220 000 tonnes autorisées. En conséquence, il reste environ 10 ha à exploiter des terrains d'emprise visés par l'arrêté préfectoral du 28 juin 2002.

Monsieur VIARD a précisé dans sa demande que la prolongation de la durée d'exploitation sera réalisée sans modification des conditions d'exploitation actuelles et sans augmentation des quantités maximales extraites autorisées.

Afin d'étayer sa démarche, le pétitionnaire a sollicité l'avis de la mairie d'implantation sur sa demande de prolongation. Par courrier du 13 septembre 2016, Monsieur le maire de DADONVILLE a signifié à la société CRAMBES l'avis favorable émis par le conseil municipal lors de sa délibération en date du 30 août 2016.

4 – GARANTIES FINANCIERES

Le pétitionnaire a transmis l'acte de cautionnement des garanties financières établi par la société BPI France couvrant la période du 15 janvier 2016 au 29 juin 2017.

5 - AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR ET PROPOSITIONS

Dans le cadre du changement d'exploitant, l'inspection considère qu'au regard des éléments transmis rien ne s'oppose à ce que la société S.A.S N. CRAMBES soit le nouvel exploitant de la carrière.

S'agissant de la prolongation de la durée de validité de l'arrêté susmentionné, elle ne générera aucun impact supplémentaire au regard des mesures de prévention déjà mises en place, puisque les conditions d'exploitation restent inchangées ainsi que les quantités maximum de matériaux extraits annuellement. Cette demande de prolongation constitue une modification notable mais non substantielle au sens de la circulaire du 14 mai 2012 relative à l'appréciation des modifications substantielles au titre de l'article R. 512-33 du code de l'environnement.

En effet, l'inspection des installations classées considère qu'une telle prolongation n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, du fait notamment du caractère temporaire et limité de cette prolongation de fonctionnement.

Par conséquent, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de soumettre pour avis aux membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS), le projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport autorisant la poursuite de l'activité de la carrière sur une période maximale de 18 mois et actant le changement d'exploitant au profit de la société S.A.S N. CRAMBES.

A noter que les prescriptions réglementaires des actes administratifs en vigueur à ce jour resteront applicables.

L'inspecteur de l'environnement

Signé

Vu et transmis avec avis conforme à M. le Préfet de la région Centre-Val de Loire, Préfet du Loiret
DDPP – Sécurité de l'Environnement Industriel – 45042 ORLEANS CEDEX

Pour le Directeur,

Signé

PJ : - Projet d'arrêté préfectoral complémentaire